



PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC - GUATEMALA

BULLETIN D'INFORMATION

Avril-mai 1997, vol. 4, no 10, Montréal, Québec

Démobilisation et démilitarisation:

Le défi reste entier

par Sarita Ahooja
traduction de Claude Rioux

Le dernier accord signé entre le gouvernement guatémaltèque et l'URNG, « le renforcement de la société civile et le rôle de l'armée dans une société démocratique » (19 septembre 1996), se divise en deux parties, une sur la démilitarisation de l'Etat et l'autre sur la démobilisation de la guérilla.

L'accord engage l'armée à réduire le nombre de ses effectifs du tiers au cours de l'année 1997 et à démanteler l'appareil militaro-policiers. Les fractions de l'URNG que sont l'EGP, ORPA, FAR et le Front unitaire doivent rendre toutes leurs munitions et armes de combat et donner la localisation exacte de leurs champs de mines à la mission des Nations Unies qui vérifie et facilite la procédure.¹

Après un petit ballet diplomatique dans l'arène internationale au cours duquel la Chine a opposé son veto à une résolution de l'ONU à cause des relations entre le Guatemala et Taiwan, la force militaire

d'observation a été mise sur pied le 5 février 1997. Elle est composée de 143 observateurs militaires dont 40 d'Espagne, 15 du Canada, 10 d'Uruguay, 5 d'Argentine, 9 du Venezuela, 10 d'Ukraine, 18 du Brésil, 5 des États-Unis, 3 de Russie, 3 de Norvège, 3 d'Equateur, 2 d'Australie, 2 de Suède. L'Autriche, l'Allemagne et Singapour vont participer à l'équipe médicale impliquée dans la Force de vérification.²

Des représentants de l'URNG, du CEAR, de FONAPAZ, de l'Union européenne, de l'Organisation des États américains et de la MINUGUA administrent la logistique de la démobilisation de l'URNG qui a commencé le 3 mars 1997 et qui doit durer 60 jours, c'est-à-dire jusqu'au 3 mai et estimée à 15 millions de dollars.³ Huit camps temporaires avec les services de base (maison, latrines, eau potable, terrain de *futbol*) ont été construits pour recevoir plus de 300 combattants chacun, pour un total de 3614 guérilleros.⁴ L'EGP occupera 4 camps dans le département du Quiché; les FAR vont être localisées à Chacal et à Santa Rosa, Alta Verapaz. La ORPA sera à Las Abejas, Quetzaltenango et le Front Unitaire dans la région Sud du département d'Escuintla. La mission de vérification de l'ONU va surveiller les routes, les camps de

désarmement et les postes militaires situés aux alentours, lesquels vont être relocalisés. Selon l'accord, l'État doit assurer et protéger les droits de tous les ex-combattants. Le ministre de l'Intérieur a annoncé la mise sur pied d'un programme d'entraînement pour 100 agents de police et 60 membres de l'URNG qui vont devenir agents de sécurité pour les ex-combattants et les dirigeants de la guérilla, respectivement.

La Commission spéciale d'incorporation regroupe trois haut-fonctionnaires du gouvernement et trois membres de l'URNG ainsi que quatre représentants internationaux. Un plan de 16 mois est prévu pour guider les ex-combattants dans leur adaptation à la vie économique, sociale et politique légale, chaque combattant recevant un certificat et des pièces d'identité temporaires en échange de leur arme personnelle.⁵ Chaque personne devra remplir un formulaire détaillant leur niveau d'éducation et leur occupation avant leur implication dans la guérilla afin de les diriger vers le meilleur parcours d'insertion. La dernière page de ce formulaire est réservée aux noms des membres de leur famille ou de leurs amis tués dans la guerre. Ceci sera éventuellement compilé pour une histoire complète du conflit. Selon Silvia Solorzano, repré-

sentante internationale en exil à Cuba et fondatrice du front Ho Chi Minh, « c'était une guerre silencieuse, une guerre cachée. Nous voulons mettre des visages, des noms dessus... on parle de ressusciter notre histoire. »⁶

Les premiers à quitter les camps de désarmement sont ceux qui auront une maison », mais ce que recevront les autres en termes de terre et de logement est encore inconnu. L'URNG a créé la Fondation Guillermo Toriello (du nom du ministre des Affaires étrangères du gouvernement Arbenz, 1949-54) pour procurer des services à ceux qui n'ont pas de maison et coordonner des projets. Plusieurs parlent de leur avenir incertain, des doutes sur leur survie économique et des peurs à propos de la dispersion des camarades avec lesquels ils ont des années de vie collective et avec qui ils ont partagé les difficultés et les victoires de la lutte.

De sérieuses questions et des conflits sociaux vont peser sur l'intégration des combattants dans la société civile. Il y a déjà des signes de friction, par exemple dans la coopérative de l'ixcan Grande, où le comité exécutif a organisé un vote pour expulser les ex-combattants (qui sont membres) dans une tentative pour empêcher leur retour dans la coopérative, même s'ils ont auparavant signé un accord avec le gouvernement et l'URNG garantissant l'absence de pénalités. Des sources documentées indiquent que lors d'une récente assemblée, plusieurs membres qui avaient parlé en faveur des combattants démobilisés ont été molestés physiquement par des partisans du comité exécutif [pour en savoir plus sur ce sujet lire les nouvelles du sud en page 7].⁷

Malgré un avenir plein de doutes personnels et de gouffres sociaux, plusieurs ex-combattants participent à la bataille politique qui doit continuer puisque les Guatémaltèques sont étranglés par les politiques économiques adoptées par le

gouvernement et que le problème de la distribution de la terre demeure entier. Après la signature des accords de paix, le haut-commandement de l'URNG a annoncé un plan visant à transformer l'URNG en un parti politique légal. La viabilité d'un tel plan réside dans le choix des alliances futures avec les divers secteurs du mouvement populaire. Selon Pablo Monsanto (FAR), le nouveau parti sera séparé du Front Démocratique Nouveau Guatemala (FDNG), mais entretiendra des relations étroites avec ce parti vieux de deux ans. Il soutient que cela va consolider les forces qui peuvent assurer la transition à la démocratie.⁸

Il y a déjà des désaccords sur la façon dont les accords sont implantés, dans les rangs mêmes de l'armée, comme on a pu le constater avec la révolte de la Police militaire ambulante, mais aussi au sein des observateurs extérieurs. Pendant que les militaires annonçaient la fermeture de cinq bases non-identifiées, leur stratégie pour contourner la démobilisation des officiers et des corps spécialisés est simplement de ne pas réembaucher les soldats dont le contrat vient à terme cette année. En fait, ils insistent pour dire qu'il y a plutôt un manque d'officiers à combler. L'armée a désavoué sa propre déclaration initiale selon laquelle les effectifs seraient de 47 000 soldats et prétend maintenant qu'elle maintient 35 000 soldats actifs, réduisant ainsi le nombre de soldats à être démobilisés.

Comme prévu dans la démilitarisation de l'appareil d'État, l'agence de renseignement (Estado mayor presidencial) doit se « civiliser » pour se transformer en Secrétariat des Affaires Stratégiques Présidentielles, sous les ordres d'un civil nommé à cet égard. Mais les liens militaires sont solides et on rapporte que des officiers militaires continuent de travailler sous les ordres du président et que l'accès à ce Secrétariat⁹ ne sera pas interdit aux

militaires. De plus, le FDNG a demandé que la MINUGUA vérifie si le gouvernement du PAN a violé l'Accord de paix en adoptant directement la loi sur la nouvelle Police nationale civile avant de la soumettre au préalable à la Commission d'Accompagnement comme c'est prévu par l'accord. En faisant cela, le gouvernement contourne toute vérification dans le nettoyage des forces policières.

Plus tôt ce mois-ci, les rues de la capitale ont été occupées par des patrouilles militaires dans le but de maintenir « le contrôle, la sécurité et l'ordre public ». Même si l'URNG a dénoncé cela comme étant une violation de l'accord de paix et que le député du FNDG, Rosalina Tuyuc, a déclaré que cela constituait une intervention indue de l'armée dans les affaires civiles, cette action demeure légale étant donné qu'il n'y a pas eu d'amendement constitutionnel d'adopté afin de restreindre le rôle de l'armée dans les affaires de sécurité intérieure.¹⁰ La question peut alors être posée: combien de temps encore les manoeuvres pour contourner les accords de paix dureront-elles et jusqu'où la résistance sera-t-elle tolérée ?

NOTES

1. United Press International, 24 janvier 1997.
2. Rapport WCC/Gricar, 20 février 1997.
3. La majorité des fonds proviennent de l'USAID, la Norvège, la Suède. le Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés et l'Union européenne.
4. Washington Post, 1er février 1997
5. United Press International, 16 avril 1997.
6. Agence France Presse, 13 avril 1997.
7. Cerigua, 17 février 1997.
8. Cerigua, 13 février 1997.
9. Rapport WWC/Gricar, 20 février 1997.
10. Cerigua, 30 avril 1997.

Une histoire qui tire peut-être à sa fin

Texte : Caleli

Traduction : Genevieve Lessard

Pour le peuple guatémaltèque, la signature des accords de paix par le gouvernement du Guatemala et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) signifie la fin d'un holocauste qui aura duré 36 années. Cette guerre aura causé la mort d'environ 150 000 personnes, le déplacement forcé de 45 000 autres, la disparition de 440 villages, l'exode de 100 000 réfugiés et un nombre important de veuves et d'orphelins, majoritairement des autochtones.

Depuis le début de son histoire, le Guatemala a vécu dans l'ombre de l'autoritarisme: sans lui, il aurait été impossible d'imposer un modèle économique aussi injuste et polarisé, avec d'un côté les héritiers du pouvoir économique des Espagnols, et de l'autre, la grande majorité des descendants mayas, les ladinos pauvres et les gens de la classe moyenne dont le destin, loin de s'améliorer, fut une paupérisation progressive. Ce modèle économique, conçu pour l'exportation agricole et l'exploitation de main-d'oeuvre bon marché, n'allait pouvoir survivre qu'avec l'usage de la force. Mais le plus souvent, l'autoritarisme génère la rébellion sociale et l'anti-conformisme auxquels on a assisté au Guatemala au cours des années.

La révolution d'octobre 1944 et la période de gouvernements démocratiques qui s'en suivit ont résulté en une première tentative d'abandonner cette voie et de permettre le développement d'une nation démocratique et prospère. Cependant, les mesures économiques, politiques, sociales et culturelles ont été appliquées dans le cadre de la guerre froide, du « fantôme du communisme » et de l'intervention américaine au Guatemala de 1954, qui ont mis fin au rêve que le gouvernement et le peuple avaient commencé à construire.

Il faut préciser qu'il s'agissait là d'un obstacle non seulement à un processus de modernisation de l'État, mais aussi à un véritable plu-

ralisme politique qui aurait permis la participation de toutes les expressions politiques du pays. C'est là l'origine du conflit armé.

Le début

Au début, personne n'imaginait que d'aussi nombreux officiers, à l'intérieur des rangs de l'armée guatémaltèque, allaient se montrer mécontents des faits qu'accroissent la crise des institutions et l'abandon de la défense de la souveraineté, à la fin de 1960, comme objectif principal. D'autre part, la révolution cubaine de 1959 montrait aux Latino-américains qu'il était possible d'en finir avec les dictatures militaires imposées par la doctrine de sécurité nationale provenant des États-Unis.

À la fin de l'année 1960, en réaction à la corruption du président

Ce modèle économique, conçu pour l'exportation agricole et l'exploitation de main-d'oeuvre bon marché, n'allait pouvoir survivre qu'avec l'usage de la force

.....

Ydigoras Fuentes, eut lieu le premier soulèvement dirigé par Luis Turcios Lima et Marco Antonio Yon Sosa. Ce soulèvement allait permettre les manifestations populaires de 1962, au cours desquelles le secteur étudiant (universitaire et secondaire) joua un rôle très important.

Le Parti guatémaltèque des travailleurs (PGT), qui avait été exclu de la scène politique en 1954, empruntait la voie des armes en fondant le « Mouvement du

20 octobre », dans la région de Baja Verapaz. En 1963, naissent les Forces armées rebelles (FAR), formées d'étudiants des niveaux secondaires et universitaires. À partir de ce moment, la guérilla ne se contente plus des régions urbaines et s'établit principalement dans les régions rurales, conformément à la mode de l'époque; ainsi, en plusieurs mois seulement, deux fronts d'opération guérilleros ont été créés : le premier commandé par Yon Sosa, dans le département d'Izabal, et l'autre, connu sous le nom du Front guerrillero Edgar Ibarra, dirigé par Luis Turcios Lima, dans le département de Zacapa. En ville s'organisa aussi un front urbain appelé « Résistance », alors que d'autres s'établissaient dans les zones occidentales et sur la côte du Pacifique.

La première défaite

En 1966, le gouvernement démocratique-bourgeois du président Julio Cesar Mendez Montenegro prit le pouvoir, s'alliant étroitement au haut commandement de l'armée. Cette situation su confondre et diviser les rangs des rebelles, ce qui causa leur première défaite. C'est pendant cette période qu'émergèrent les fameux « escadrons de la mort », tactique du gouvernement et de ses corps de sécurité pour se débarrasser de toute reponsabilité directe, s'introduire dans tout le pays et favoriser une prolifération des groupes paramilitaires telle qu'il devint difficile de distinguer lesquels d'entre eux n'étaient que des délégués de commandos spécialisés des corps de sécurité de l'État. Cette situation eut raison de la guérilla, des syndicats et des groupes progressistes de la petite bourgeoisie et causa des milliers d'innocentes victimes. En 1970, le général Carlos Manuel Arana Osorio imposait l'état de siège : la mascarade civile-démocratique venait de prendre fin. Au cours du mandat de ce gouvernement, de nombreux dirigeants im-

portants de la social-démocratie et des mouvements paysans et étudiants furent assassinés.

Un nouvel espoir

Les dirigeants qui avaient survécu à la période de 1970, conjointement avec d'autres nouveaux élé-

Parmi les événements importants de ces années de terreur, on peut signaler la création du mouvement de 1972, dont l'objectif était de mettre fin à l'état de siège, ainsi que la grève des enseignants et des médecins de 1973.



ments portés par la doctrine sociale de l'Église ou par la soudaine découverte de la pauvreté qui régnait dans les quartiers marginaux et dans les hauts plateaux du pays, initièrent une nouvelle expérience révolutionnaire, qui prit de l'ampleur à partir de 1973 à la suite des années de terreur. Parmi les événements importants de ces années de terreur, on peut signaler la création du mouvement de 1972, dont l'objectif était de mettre fin à l'état de siège, ainsi que la grève des enseignants et des médecins de 1973.

Entre 1974 et 1978, on assiste à l'apogée du mouvement populaire, qui donne lieu au Comité national de l'unité syndicale (CNUS) qui s'unit à différentes organisations comme le Comité pour l'unité paysane (CUC), la Centrale nationale des travailleurs (CNT) et d'autres organisations étudiantes et religieuses, alors que la guérilla s'était lancée dans une nouvelle entreprise (1971-1972), dans la jungle de l'Ixcán, où s'étaient réunis 15 insurgés armés pour fonder l'Armée guérillera des pauvres (EGP). Dans l'ouest commençait à s'organiser le travail clandestin de l'Organisation du peuple armé (ORPA) et, des années plus tard, les FAR se réactivèrent alors que le PGT resurgissait

avec un appui considérable des classes moyennes.

Mais le mouvement social le plus important fut celui qui se développa entre 1973 et 1978. Les gouvernements autoritaires et les secteurs conservateurs ont essayé d'en diminuer l'importance en prétendant qu'il s'agissait d'un pan de la guérilla, mais avec la controverse sociale concernant sa participation aux revendications, il fut finalement légitimé. La population avait besoin de s'organiser et de s'exprimer : l'espoir regagnait les gens des quartiers populaires, des usines et des régions plus éloignées du pays.

L'époque des chacals : la seconde défaite

En 1978, avec le général Romero Lucas Garcia, on assiste à la répression généralisée des mouvements politiques et sociaux existants. Parmi les nombreux cas de répression, on peut rappeler l'assassinat du secrétaire de l'Association des étudiants universitaires (AEU), Olivero Castaneda de Leon, qui fut tué sous les yeux de centaines de témoins dans le parc central de la ville de Guatémala, à 12:00, le 20 octobre 1978. Cette même année, l'armée ouvre le feu sur 1000 paysans Kekchis réunis à Panzos (Alta Verapaz) pour réclamer le droit à leurs terres. En janvier 1979 furent assassinés les dissidents politiques de l'opposition, Alberto Fuentes Mohr et Manuel Colom Argueta.

À partir de 1980, la situation commence à se polariser à l'extrême : l'armée lance des actions contre-insurrectionnelles dans la région du Quiché alors qu'à la capitale, de nombreux paysans venus dénoncer la répression en cours dans les hauts plateaux sont brûlés

vifs à l'ambassade d'Espagne. À partir de ce moment reignent le despotisme, l'autoritarisme, les généraux et la corruption. Les institutions politiques de l'État sont formelles : le pouvoir civil n'existe pas. Les catéchistes, les religieux, les chefs populaires disparaissent un à un, victimes d'enlèvements ou d'assassinats.

Pendant cette période de l'histoire, les prisonniers politiques n'existent pas. Les noms des militaires comme German Chupina, Donaldo Alvarez Ruiz et Pedro Garcia Arredondo resteront à jamais gravés dans le cœur des membres des familles des victimes. Le général Benedicto Lucas commande les actions contre-insurrectionnelles dans les plateaux. Le village de Chupol est un des premiers élimi-

nés. C'est le début d'une longue période de génocides. En mars 1982, sous le commandement du général Efraim Rios Montt, les jeunes militaires font un coup d'État. Cette même année, les diverses factions de la guerrilla se regroupent sous l'appellation de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Avec Rios Montt, le bain de sang s'étend jusqu'à l'intérieur du pays, où s'intensifient les massacres et émergent les tribunaux internes spéciaux, qui permettent d'inculper des innocents sans que leur défense ait été entendue. Sur le plan international, le pays demeure isolé. À cause de la répression, plus d'un million de

Pendant cette période de l'histoire, les prisonniers politiques n'existent pas. Les noms des militaires comme German Chupina, Donaldo Alvarez Ruiz et Pedro Garcia Arredondo resteront à jamais gravés dans le cœur des membres des familles des victimes.

.....

Guatémaltèques ont dû fuir leur lieu d'origine vers l'extérieur du pays ou vers les montagnes de l'intérieur. La guerrilla est affaiblie par les fortes offensives de l'armée qui pourtant, ne parviennent pas à l'anéantir complètement. En 1987, la majorité des effectifs militaires de l'EGP, de la ORPA et des FAR se trouvent dans la jungle de l'Ixcán et dans d'autres régions de l'intérieur du pays.

Pif PAF Paix

Sur le plan international, la fin du conflit est-ouest, les tendances pacifistes qui prévalent dans la région centre-américaine et la modification des stratégies américaines, provoquent l'émergence d'un contexte nouveau, défavorable aux mouvements armés. À partir de la signature des accords d'Esquipulas II, la négociation est désormais considérée comme la seule solution au conflit armé. Pourtant, au sein du mouvement social, la liste des victimes continue de s'allonger. En 1984, avec le général Mejio Victores, les enlèvements et les assassinats se poursuivent, le cauchemar se fait interminable. L'armée ne tue pas que les guerrilleros mais aussi les citoyens, qu'ils accusent de collaborer à la subversion.

L'arrivée au pouvoir de Cerezo, nouvelle expérience de corruption, laisse le problème entier. Même Myrna Mack, et peu après De León Carpio, ne parviennent pas à freiner le bain de sang : massacre de Xaman, assassinat de Jorge Carpio, impunité, les oppresseurs règnent.

Au début, l'armée et la guerrilla demeuraient sur leurs gardes. Chacun négociait à sa manière, accordant beaucoup d'importance à l'action militaire. On ne renonçait pas encore à

la possibilité d'une victoire par les armes. Maintenant, on préfère plutôt dire qu'il n'y a ni vainqueurs ni vaincus. La fin des hostilités s'est imposée à tout le monde. Les accords, avec leurs avantages et désavantages, seront la formule qui désormais, fera autorité.

Et dans ce nouveau scénario, le rôle des nouveaux acteurs, de la société civile et plus particulièrement des principales victimes du conflit armé, les autochtones, sera déterminant. Grâce à la paix, on assistera à de nouvelles actions politiques. Nous ne sommes toujours pas sortis de l'autoritarisme : nous sommes à peine parvenus à établir certaines des conditions auxquelles il faudra répondre, en espérant que le sang versé aura été le prix d'un avenir meilleur pour les gens de notre pays.

Sources:

- Le recours à la peur, Carlos Figuera Ibarra, éditorial EDUCA. Noticias de Guatemala, dic. 1996.
- Democracia y Desarrollo, Iglesia Guatemalteca en el Exilio, mars 1989.

i SUSI TOMA SOPA!

Je me suis rendue au Guatemala l'automne dernier afin de vivre l'expérience de l'accompagnement auprès des communautés de retourné-e-s. Après la période de formation qui dure une dizaine de jours, où l'on nous donne entre autres l'opportunité de visiter des camps de réfugié-e-s au Chiapas, je me suis dirigée allégrement vers le Petén que j'avais pu visiter un an auparavant. La communauté à laquelle j'avais été assignée s'appelle la Finca El Quetzal, la plus septentrionale, juste en bordure de la zone écologique de la Biosphère Maya.

Comme on ne doit pas s'attendre à ce que tout se passe nécessairement comme prévu, à mon arrivée, j'ai appris qu'il y avait déjà 2 accompagnateurs dans la communauté, une Hollandaise et un Français. J'y suis quand même restée dix jours, en attendant un retour qui allait se faire tout près de là. En effet, une vingtaine de familles arrivaient du Campeche en traversant la rivière Usumacinta pour se diriger vers une autre communauté du Petén, La Esmeralda, où justement on avait besoin d'accompa-

gnatrices.

C'est sous une pluie incessante que nous avons accueilli les familles nouvellement retournées. C'est à cause de cette même pluie que nous avons dû attendre 3 jours à Dolores, la ville la plus proche de La Esmeralda, qu'une rivière veuille bien abaisser ses eaux pour laisser passer les camionnettes transportant les nouveaux arrivants avec leurs biens, leurs chiens et ... leur espoir de pouvoir recommencer enfin une nouvelle vie dans leur propre pays, le Guatemala.

J'ai été vraiment impressionnée par le niveau d'organisation de ces communautés, tant à La Quetzal qu'à La Esmeralda, malgré les obstacles qui peuvent venir aussi bien de l'intérieur (comme nous en vivons aussi dans nos organisations : conflits internes, manque de participation, réunions interminables...) que de l'extérieur (insuffisance des ressources, délais gouvernementaux, etc.) Ils et elles doivent tout construire: école, dispensaire, magasin de la coopérative, creuser les tranchées pour l'eau, etc.

Les femmes sont particulièrement actives. Regroupées au sein d'une association qui s'appelle Ixmucane (du nom d'une déesse grand-mère de la mythologie maya), elles avaient des projets aussi variés qu'un poulailler de 365 poules, une boulangerie pour la communauté et l'administration quotidienne du moulin à maïs. Fait important, une femme siège à la présidence de la junta directrice à La Esmeralda.

Après le retour, les familles doivent s'installer et viser l'auto-

ou témoignage d'une accompagnatrice par Suzy Potvin

subsistance grâce à la culture du maïs et des *frijoles* (fèves), principalement. L'étape suivante est celle du développement. Les ONG ont ici aussi leur rôle à jouer, dans la mesure où elles sauront comprendre les besoins réels de ces nouvelles communautés. À La Esmeralda par exemple, il y avait un projet déjà instauré de pépinière, très prometteur, afin de procéder à la reforestation des terres.

Dans les deux communautés, une *champa* (petite maison) est assignée aux accompagnatrices et accompagnateurs. Quant aux repas, nous mangeons dans une famille différente à chaque jour. Donc vers 6h30, un enfant vient nous chercher et nous indique notre famille pour les deux autres repas de la journée. Il s'agit d'un moment privilégié pour prendre contact avec la mère et les enfants, en espérant que la première parle un peu l'espagnol et non uniquement mam, quiché ou canjobal. À L'heure du souper, les enfants seront beaucoup moins timides. Ils iront jusqu'à sortir leur livre de lecture pour me montrer qu'il y a une phrase avec mon nom: « *Susi toma sopa* ». À partir de ce jour, lorsque les enfants m'apercevaient au loin, au milieu des collines de La Quetzal, je les entendais crier: « *Susi toma sopa!* »

Pour terminer, je dois dire que je me suis sentie privilégiée de pouvoir partager un moment de vie avec ces familles guatémaltèques qui viennent mettre de l'eau au moulin de la reconstruction de leur pays.

Démission de Monica Pinto

Un communiqué de l'URNG annonçait dernièrement la démission de Monica Pinto de son poste d'expert indépendant en matière de droits humains au Guatemala ce qui vient interrompre dix années d'assistance spéciale (par un « rapporteur » ou un « expert ») pour les Nations-Unies.

Le rapport de Monica Pinto déposé le 2 avril à la Commission de droits humains des Nations-Unies à Genève blâme les autorités politiques et militaires du Guatemala pour leur comportement depuis la signature officielle de la paix en décembre dernier et dresse un bilan inquiétant du développement de la paix au pays. Elle signale notamment que « le processus de négociation de paix marchait de pair avec un processus d'accommodement des autorités civiles et militaires dans le schème politico-institutionnel ».

Son discours montre clairement que la paix ne peut s'installer dans l'état actuel des choses où « le dommage social, causé par ces années [de conflits], ... a vu s'installer depuis plusieurs décennies une culture de terreur et de désintégration nationale » qui devrait faire l'objet, de façon prioritaire, d'une révision en vue d'un véritable changement et d'une amélioration.

« Le déficit de l'État est, en soit, une violation des droits humains », dit-elle, cela s'ajoute à d'autres situations qui, » par leur nature structurelle, n'ont pas été changés en 1996,

ni dans les premiers mois de 1997 »; c'est dire que le vent contraire de changement et de paix ne va que difficilement démolir la muraille devant.

Le gouvernement et les militaires qui ont, au cours des dernières décennies mené « une manipulation généralisée par une politique de menaces à laquelle les gens dans leur quotidien ... peuvent difficilement se soustraire » ont mis en place des structures qui continuent d'influencer le cours des choses notamment par les menaces et les attaques incessantes contre les personnes impliquées dans les droits de l'homme, au niveau de l'appareil judiciaire, mais aussi au niveau de diverses organisations non-gouvernementales.

Même si une confiance règne au sein de la population face au politiques gouvernementales, ce qu'elle constate depuis la signature des accords de paix, la violence continue de façon tout aussi alarmante ramenant quotidiennement les guatémaltèques à un climat d'insécurité. Une « sensible réduction des violations aux droits à la vie, à l'intégrité, la prohibition de la torture et autres actes cruels, inhumains ou dégradants » est perceptible dans des informations que Monica Pinto a obtenues de la Procuration des droits humains: baisse de 20,10% des dénonciations de violations du droit à la vie, de 25,71% au niveau du respect de l'intégrité alors que les exécutions extrajudiciaires ont diminués de 33% par rapport à 1995.

Une administration de la justice déficiente, tout le service de défense publiques sans ressources font

que l'impunité se maintient et que les décisions politiques n'ont pas la portée nécessaire.

Monica Pinto met de l'emphase sur l'importance d'une justice fonctionnelle et capable d'imposer ses décisions ce qui n'est pas le cas présentement.

Lors de la 53ème période de session de la Commission des droits humains des représentants de l'URNG ont manifesté leur désir de voir continuer le mandat des Nations-Unies et dans leur communiquer ont dit avoir appris avec tristesse le départ de Monica Pinto. L'URNG a tenu par ailleurs à démentir les rumeurs voulait que conjointement avec le gouvernement, l'Union ait souhaiter le départ de l'expert.

Quoi qu'il en soit, le départ de Pinto est un événement qui favorise le gouvernement d'Arzu, selon des observateurs, puisque c'est ce dernier qui se trouvait le plus critiqué dans son attitude face à la paix. Le discours de l'expert dresse pourtant un portrait accablant de la situation générale qui prévaut au Guatemala qui démontre à quel point ce poste était nécessaire.

[sources: Cerigua Weekly Briefs, 10.04.97 et 17.04.97; URNG: Aclaration Necesaria, 11.04.97]

La violence contre les paysans continue

La Coalition Nationale Indigène et Paysanne (CONIC) a rapporté que le 12 avril dernier des hommes armés non-identifiés ont tué Francisca Perez Esteban, membre du Comité pour la Terre à La

Blanca, province de San Marcos. Depuis plusieurs années la communauté de Francisca Perez est impliquée dans une dispute de propriété avec des grands propriétaires locaux. C'est la troisième fois qu'un membre de ce comité est assassiné dans les derniers six mois.

La CONIC a aussi rapporté une attaque sur la communauté de Rubel Hu à El Estor, Izabal. Une quinzaine d'hommes qui seraient à la solde d'un grand propriétaire terrien, Adrian Ponce Cruz, ont tiré dans le vide et menacé de massacrer le village entier si les *campesinos* n'abandonnaient pas leur terres bientôt, provoquant ainsi la fuite de ces derniers.

Le 12 avril encore, 25 hommes armés avec des machettes ont attaqué une communauté à la plantation de Nebachaj à Tactic, Alta Verapaz. Sept paysans ont été blessés alors qu'ils essayaient d'empêcher les attaquants de brûler leurs maisons.

Selon le Conseil des Communautés Ethniques Runujuel Junam (CERJ), deux de ses membres auraient été tués par deux ex-soldats et un civil au cours de la dernière semaine à Camotan dans la province du Chiquimula. Malgré l'identification clairement établie des tueurs, aucun effort n'a été fait pour les arrêter a dit le CERJ dans un communiqué émis le 10 avril.

La CONIC questionne sérieusement l'attitude gouvernementale face à la paix en disant notamment: « tant de discours [pour la paix], tandis qu'avec l'autre main vos politiques sont de tuer nos communautés, non seulement avec la faim et la pauvreté, mais avec les armes. »

Ailleurs, dans le Peten, les *campesinos* semblent faire l'objet d'une campagne médiatique de désinformation étant donné la couverture médiatique principalement orientée contre les paysans et leurs organisations après que Greenpeace ait parlé d'une invasion de terre sans

précédents dans la réserve écologique de la Biosphère Maya. L'incident qui a déclenché toute une série d'attaques verbales envers les paysans s'est produit lorsque 60 d'entre-eux ont participé le 31 mars à une attaque sur la station de recherche de Guacamayas de l'organisation Conservation International (CI).

En représailles à la mise à feu de la maison d'un des leurs, localisée dans le parc national Laguna Del Tigre, ils auraient décidé de mettre feu à cette station environnementale, prenant du même coup en otage les 13 employés pour deux jours.

Les attaques qui ont fusé suite à cet événement blâmaient principalement les Paysans Unifiés du Peten (UCP), accusant un de ses dirigeants de fomenter l'occupation de 40 fer-

mes privées et d'être un agitateur de l'URNG. Les critiques accusent aussi la Commission Nationale des Espaces Protégés (CONAP) de laisser l'UCP négociier des terres au lieu de les évincer sans tarder.

Selon Miguel Angel Lemus, directeur la Coalition Nationale des Petits et Moyens Producteurs (CONAMPRO), 17 barons de la terre seraient derrière les demandes visant à expulser les paysans. Les propriétaires espèrent provoquer la fuite des paysans avant qu'une nouvelle législation prévue dans les accords de paix n'entre en vigueur.

Lemus accuse donc les groupes environnementaux de jouer le jeu des grands propriétaires terriens.

[sources: Cerigua Weekly Briefs, 10.04.97 et 17.04.97]

Mise en place des commissions sur l'identité et les droits des peuples autochtones

Plusieurs commissions ont été mises sur pied dans le cadre des accords de paix. Trois commissions ont été présentées publiquement le 7 avril dernier: la commission d'officialisation des langues mayas, la commission de réformes éducatives, spirituelles et de lieux sacrés et une commission spécifiquement pour la problématique des femmes qui sera mise sur pied à une date ultérieure.

Selon le président de l'Académie des langues mayas, la première commission donnera l'opportunité d'atteindre la reconnaissance ancestrale de la diversité linguistique présente au pays.

Le but de cette commission sera d'élaborer une initiative de loi d'officialisation des langues visant la reconnaissance des 23 langues utilisées au pays (21 langues mayas, 1 langue garifuna et 1 langue xinca).

Le gouvernement fera la promotion devant le congrès de la réforme à l'article 143 de la constitution qui établit que la langue officielle du Guatemala est l'espagnol

et que les langues mayas ne font que partie du patrimoine culturel du pays.

En ce qui concerne la commission des réformes éducatives, spirituelles et de lieux sacrés, une présentation a été faite où étaient présents des représentants mayas, des autorités de haut niveau gouvernemental et des délégués de la communauté internationale dont l'ONU. Pour la coordonatrice des Organisations du Peuple Maya (COPMAGUA), cet événement représente « un pas fondamental dans les relations historiques des peuples indigènes et de l'état ». Jean Arnault de la Mission de Vérification des Nations-Unies au Guatemala (MINUGUA) a également commenté en faisant état de l'importance de cette forme d'intégration des commissions s'effectuant en présence du président Arzu et du corps diplomatique.

[sources: Cerigua: Noticias sobre Guatemala, 03.04.97]

Retour des réfugiés

Selon des accompagnateurs internationaux, les tensions à l'intérieur des communautés de retournés de l'Ixcan Grande résultent en un climat de peur de la part de la plupart des réfugiés. Des différents entre certains membres de la Commission Permanente des Réfugiés du Retour au Nord-ouest (CCPP-NO) et des réfugiés ont été rapportés récemment. Les dirigeants de la Coopérative de l'Ixcan Grande ont tenté d'exclure l'organisation de femmes réfugiées Mama Maquin et un groupe de droits humains de leur communauté (OPODEGUA) et, lors d'un vote, les membres de la coopérative ont décidé d'exclure toute personne ayant appartenu à l'URNG, bannissant ainsi 57 personnes, soutenant qu'ils étaient des criminels. Cette décision serait une violation directe des garanties constitutionnelles de liberté d'affiliation politique et d'un accord à l'intérieur même de la coopérative. Il semble que ces tensions ont commencé il y a trois ans et que la situation est le résultat du manque de ressources et d'aide internationale pour lesquelles ils luttent.

Une nouvelle du 4 avril dernier annonçait une grève de la faim que prévoyait entreprendre des réfugiés du Quintana Roo, au Mexique, cela afin de mettre de la pression et de protester contre l'impossibilité de concrétiser l'achat d'une terre en vue de leur établissement. Un dirigeant des Commissions Permanentes a expliqué que les moyens qu'entendent utiliser les 132 familles ont été mis en application à la suite de plusieurs autres, par exemple l'occupation du consulat guatémaltèque en décembre. Ils dénoncent le retard de la part du gouvernement Arzu qui les empêche de concrétiser l'achat de terres à El Carmen dans la région de Suchitepequez. Ces terres devaient être acquises au plus tard en janvier dernier.

Selon ces réfugiés, la

bureaucratisation des procédures est devenu un obstacle important, José Luis Gandra de la Commission Spéciale d'Attention aux Réfugiés (CEAR) affirme qu'une multitude d'étapes doivent être accomplies avant qu'une acquisition de terre soit effective au retour. Afin d'obtenir leurs terres ont requiert des réfugiés un recensement de la population déplacée, le développement de projets constructifs et des études de faisabilité. Du côté des propriétaires, les exigences sont plus nombreuses, ils demandent des titres établissant la légalité de la propriété, un certificat du registre de la propriété avec des spécification précise en ce qui à trait aux plans de la terre, aux hypothèques,...

Au cours des mois d'avril et de mai, 300 familles étaient supposées revenir, mais n'ont pu le faire résultat du manque d'infrastructures.

[sources: Cerigua: Noticias sobre Guatemala, 03-04.04.97]

Mouvements de femmes

Maria Dolores Marroquin, une représentante du mouvement national des femmes, faisant partie de l'Assemblée de la Société Civile (ASC), exprime sa satisfaction devant la tenue d'un forum de la femme, prévu le 15 avril, organisé par le secrétariat de la paix (SEPAZ). Sandra Moran, également membre de l'ASC, espère que le document de synthèse des propositions de la société civile et des entités gouvernementales qui a été élaboré avec le Bureau National de la Femme (ONAM) sera pris en considération par la coordonatrice de ce forum de la femme, Aracely Conde.

Déjà deux réunions nationales et plusieurs rencontres de travail ont été tenues entre les représentantes de l'ONAM et des femmes de l'ASC en vue de bien définir ce forum qui a pour objectif de travailler les relations de droits et la participation des

femmes guatémaltèques dans la société d'après-guerre. Ce forum est une initiative considérée comme partie intégrante de l'accord des femmes portant sur les aspects socio-économiques et la situation agraire. Il représente, en fait, la place attribuée à la diversité et à l'identité réservée à chaque mouvement de ce secteur.

Quant à la situation actuelle des femmes, l'Organisation Nationale Des Veuves de la Guerre (CONAVIGUA) mentionne que plusieurs groupes d'activistes de la province du Quiché sont victimes d'harcèlement de la part des anciennes Patrouilles d'Autodéfense Civile (PAC). Ces activistes tentent de réunir leurs efforts pour amasser des informations concernant les abus aux droits humains dans cette région; cette documentation serait destinée à la commission de la vérité.

[sources: Cerigua: Noticias sobre Guatemala, 03.04.97]

Exhumations

Des cimetières clandestins continuent d'être découverts un peu partout. Des fosses contenant des centaines de victimes ont été découvertes dans les provinces de Chimaltenango, de Baja Verapaz et Alta Verapaz. Des exhumations ont commencées sur le site d'un massacre près de Rio Negro, Baja Verapaz où une équipe d'anthropologues guatémaltèques avait déjà découvert, l'année dernière, 143 corps.

Une autre fosse commune à été localisée près de San Martin Jilotepeque, Chimaltenango. Mario Polanco du groupe d'Appui Mutuel pour les familles de disparus (GAM) croit que ce site pourrait contenir des centaines de personnes victimes de la violence des militaires.

A quelques kilomètres de là, le travail est stoppé au « puits de la mort » de Tablero résultat du manque de fonds pour l'achat d'équipement spécialisé. 37 corps ont été sor-

tis du puits jusqu'à date.

D'autres sites existent à San Lucas Chiacal, Alta Verapaz et dans le Peten la où se situait l'ancienne garnison militaire à El Chal, municipalité de Dolores. [source: Cerigua Weekly Briefs, 10.04.97]

Les paramilitaires agissent (toujours) dans l'impunité

Selon le dirigeant autochtone Juan Leon, l'assassinat de deux dirigeants indigènes le 21 mars dans le

Chimaltenango démontre l'existence de groupes paramilitaires; il mentionne que les méthodes utilisées dans ce cas sont exactement les mêmes qui ont été vus au cours des années de conflit interne. Amnistie Internationale avait émis une action urgente demandant au président Arzu de mener une enquête.

[source: Cerigua: Noticias sobre Guatemala, 03.04.97]

Nouvelles des secteurs

RADIO

L'émission de radio « Terre de Maïs » cessera d'être diffusée au mois de mai puisque l'équipe ne pouvait assurer une présence continue tout au long de l'été. Au cours de la dernière année, Geneviève Lessard, Christian Champigny, Eve Thomas, Jules Michel Massé, Céline Bianci, Caléli et Roberto Nieto ont contribué un temps fou afin de produire une des meilleures émissions d'information sur le Guatemala (sans fausse modestie!), mais aussi sur toute l'Amérique latine.

Selon toute probabilité, Radio Centre-Ville permettra à « Terre de Maïs » de reprendre les ondes au mois d'octobre '97. Si vous êtes intéressés à participer à ce défi radio-phonique, contactez un membre de notre équipe, nous cherchons toujours des collaborateurs.

BULLETIN

Nous nous excusons pour le retard de ce bulletin, nous devons toujours faire face à de nouveaux con-

tretemps! A défaut d'avoir tout l'équipement nécessaire, nous devons souvent « squatter » ailleurs...

L'équipe du bulletin a, pour sa part, défié toutes les dates de tombée prévues, mais compte poursuivre l'aventure aussitôt que possible. Au cours des dernières semaines, l'équipe a décidé d'essayer de prendre un rythme moins infernal en publiant le bulletin au six semaines... Sarita qui cordonnait l'équipe jusqu'à la présente parution n'est cependant pas certaine de pouvoir produire le bulletin tout l'été. Tout au long de l'année, quelques personnes ont maintenu le bulletin en vie, malgré les imprévus de dernière minute.

L'équipe lance donc un appel à tous ceux et celles qui seraient intéressés à participer à cet effort collectif et à cette aventure journalistique qu'est le bulletin du PA. Pensez-y bien! c'est une excellente façon de suivre les événements au Guatemala et c'est un moyen de communication alternatif qui présente une réalité qui n'est pas souvent diffusée dans les principaux médias. Si vous êtes intéressés, contactez Sarita au 287-3273 ou Claude au 840-1008.

FORMATION

La prochaine a eu lieu du 28 mai au 2 juin. Les inscriptions devaient être remises avant le 9 mai...

NOUVELLES DES ACCOMPAGNATRICES

Annie Riendeau est à la capitale et donne un coup de main aux coordonnatrices. Carine Côté-Boucher est à Cuarto Pueblo (Ixcan)

Nathalie est à Xoxlac (Huehuetenango).

DES NOUVELLES DE JOSÉ RECINOS

Après six mois de marche à travers le Canada et 7000 kilomètres parcourus, José Recinos entreprend une nouvelle étape dans son travail de solidarité avec le Guatemala. En fait, il s'agit de la concrétisation du projet pour lequel il amassait des appuis lors de sa marche: la mise sur pied d'un Bureau des droits humains pour le Guatemala à Ottawa. C'est effectivement sur la base du réseau de solidarité qu'il a créé que fonctionne maintenant le Bureau, depuis la fin mars.

Le Bureau veille entre autres à informer son réseau de la situation

au Guatemala et à suggérer des actions à poser, des façons de s'impliquer. Il a pour objectif de diffuser l'information que les gens doivent connaître pour supporter le Guatemala et cherche à élargir son réseau de solidarité.

Aux dernières nouvelles, José prévoyait se rendre au Guatemala pour y entrer en contact avec les ONG travaillant pour les droits humains afin de savoir lesquelles ont des besoins immédiats de solidarité internationale. Aussi, il se prépare pour une autre tournée à travers le Canada qui aura lieu en septembre,

octobre et novembre, mais cette fois-ci pour parler de son expérience au Guatemala, de sa marche et pour présenter son livre *The Long Walk Home 96*. Pour plus d'information ou pour se joindre à son réseau de solidarité et ainsi se tenir au courant des activités du Bureau des droits humains pour le Guatemala, voici comment entrer en contact avec

José Recinos:
2-18 Elizabeth St,
Ottawa, ON, K1S 3C8;
(613) 230-7003;
aimlange@web.net .

DES OUTILS D'ÉDUCATION AU NIVEAU NATIONAL

Site web

Le Projet Accompagnement a depuis plusieurs mois un site web en anglais: <http://www.geocities.com/CapitolHill/1856>. Il a été créé par Kelly Janz (kdjanz@cadtoolsinc.com), mais n'a pas été mis à jour depuis novembre 1996. Danyka recherche quelqu'un qui serait intéressé à l'aider dans la mise à jour de ce site anglophone. Cela consiste à transmettre à Kelly Janz les nouvelles informations que l'on veut retrouver sur le site, à lui faire part des parties périmées du texte pour qu'elles soient retirées et à ajouter quelques éléments visuels. Roberto Nieto a commencé à travailler sur une

page web en français et il aimerait lui aussi avoir des collaborateurs. Les personnes intéressées sont priées de communiquer avec Danyka.

Vidéo sur le processus d'exhumation

Pour ceux qui ne l'auraient pas encore vu, il existe un nouveau vidéo intitulé « Unearthing the Truth: Exhuming a Decade of Terror in Guatemala » qui a été produit par la Campagne pour la paix et la vie au Guatemala. Ce vidéo de 22 minutes (en anglais) rapporte la lutte courageuse des membres survivants des familles

de ceux qui ont été tués lors des massacres à Rabinal, Baja Verapaz. Il montre comment les veuves et les orphelins réclament l'exhumation de certaines fosses communes de Rabinal afin qu'ils puissent renterrer convenablement les restes de leurs êtres aimés.

Le PA a acheté ce vidéo et aimerait l'offrir à tous ses groupes à travers le Canada. Nous vous invitons à le réserver et à organiser un événement public au cours duquel vous pourriez parler du processus d'exhumation qui a lieu au Guatemala et de la signification qu'il revêt aux yeux des survivants.

par Marie-Hélène Côté

ACTION URGENTE - ACTION URGENTE

Nous avons appris, par la coordination du Projet Accompagnement au Sud, qu'un dirigeant de la Unidad de asentamientos de Guatemala (UNASGUA) avait reçu des menaces de mort.

Montréal, 19 de Abril de 1997

MISE EN SITUATION:

La UNASGUA a été fondée en 1995 par des ex-membres de CONDEG (Conseil national des déplacés du Guatemala). Ils représentent 32 communautés de déplacés économiques qui se sont rendus à la capitale dans l'espoir d'une vie meilleure. Ces communautés vivent de l'« économie informelle » et demandent au gouvernement la légalisation des terrains sur lesquels ils vivent, la plupart appartenant à l'État par l'intermédiaire de la BANVI. Quelques communautés ont été évincées mais elles sont revenues puisqu'elles n'ont aucun autre lieu où habiter.

LE 5 mars 1997 à 00H30, alors qu'il se trouvait dans les bureaux de la UNASGUA, Miguel Quiej Pu a été l'objet de menaces de mort par voie téléphonique de la part de quelqu'un qui s'est identifié comme étant Elizandro Perez. L'individu a sommé Miguel Quiej Pu de se retirer de l'administration des communautés El Esfuerzo et Las Torres en le menaçant: "si au Quiche tu n'es pas mort, tu vas sortir d'ici dans une boîte noire" (si en Quiche no

falleciste, aqui vas a salir en una caja negra). De plus, l'individu a affirmé connaître le lieu où vit sa femme, qu'il a un enfant et un frère disparu et qu'il connaît son nom.

Suite à cet événement, la UNASGUA a décidé de déposer une plainte officielle et responsabilise ladite personne pour toute action dont pourrait être victime Miguel Quiej Pu, sa famille et les autres membres de la UNASGUA. L'organisme demande à la MINUGUA et aux organisations de droits humains de faire une enquête sur cette violation des droits fondamentaux de Miguel Quiej Pu.

ACTION SUGGÉRÉE:

Écrire au Président Alvaro Arzu pour lui demander la mise en place d'une enquête sur cette menace ainsi que de répondre à la demande de légalisation des terres pour les communautés de déplacés de la UNASGUA. Il serait pertinent d'envoyer également une copie à la UNASGUA afin de mesurer l'impact du Canada.

Pour obtenir un modèle de lettre contactez Claude 840-1008

Lic. Alvaro Arzu Irigoyen
Presidente de la República de Guatemala
Palacio nacional Guatemala, C.A.
UNASGUA 6a calle 4-17 Edificio Tikal
Oficina S-503 Zona 1
Ciudad de Guatemala
Fax: 011-502 251-5667
011-502 253-7472
011-502 339-3339

Ce bulletin d'information a comme objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que sur les activités organisées par le Projet

Accompagnement. Vous êtes intéressés? contactez Sarita Ahooja au 287-3273

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Sarita Ahooja
Caleli
Marie-Hélène Côté
Catherine Lafreniere
Geneviève Lessard
Roberto Nieto
Claude Rioux
Bismark Villacres



Projet Accompagnement
Québec-Guatemala
420, rue St-Paul est
Montréal, QC H2Y 1H4
Tél. : 840-1008
Fax : 844-0113
Courrier électronique :
paqando@web.apc.org.

Le Projet Accompagnement est un réseau d'organismes canadiens qui a été créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques qui ont besoin d'accompagnateurs internationaux pour leur pays. Le Projet Accompagnement a donc pour but de former des bénévoles et de sensibiliser la population à la cause des réfugiés guatémaltèques.